

Dans cet article traduit par nos soins, Susan Watkins, directrice de la New Left Review, critique la version dominante du conflit en Ukraine véhiculée par les médias occidentaux et offre une perspective alternative. La prémisse de son analyse est une évidence à nos yeux : la guerre menée par la Russie de Poutine en Ukraine est injustifiable. S. Watkins s'efforce ici de revenir sur ses enjeux de long terme, inscrits dans une perspective historique liée à la guerre froide. En même temps que ce texte, nous publions un article qui lui répond de manière critique, [celui de Taras Bilous](#), afin de poursuivre le débat sur une base clairement anti-impérialiste.

* * *

Le bombardement effroyable des villes ; les corps gisant dans les rues ; les réfugiés terrifiés, les atrocités, le chagrin ; les ruines noircies et fumantes ; en Ukraine, l'ONU fait état de près de 2 000 morts civils vérifiés à ce jour^[1], un nombre qui certainement augmentera, sera peut-être décuplé ou davantage encore. Les horreurs de l'invasion russe ont dominé l'actualité pendant des semaines, galvanisant un élan international de solidarité, à la fois antiguerre – pour arrêter et inverser l'avancée meurtrière de Moscou – et en faveur d'une escalade : appels à accroître le flux des [lance-missiles antichar] Javelins, des drones et de missiles Stinger jusqu'à le transformer en un torrent de bombardiers et d'avions de chasse ; jusqu'à plaider pour que l'armée de l'air étatsunienne bombarde les aérodromes russes et impose une zone d'exclusion aérienne. Twitter s'enflamme de drapeaux bleus et jaunes. Des centaines de millions de dollars de dons caritatifs affluent pour aider les réfugiés, tandis que des colonnes interminables de camions se dirigent vers l'est avec de nouvelles munitions.

Cela vaut la peine de s'arrêter ici pour évaluer la proportionnalité entre échelle et réponse. Alors même que les forces russes bombardent les villes ukrainiennes, l'armée éthiopienne bombarde le Tigré, soumis à un blocus militaire depuis un an, privé d'électricité, de nourriture et de fournitures médicales. On estime que 50 000 à 100 000 personnes ont été tuées directement et que 150 000 à 200 000 autres sont mortes de faim. De même, au Yémen, les enfants meurent du choléra dans des villes en ruines après sept ans de frappes aériennes et de bombardements quasi-permanents par la coalition saoudo-émiratite, avec le soutien des États-Unis et du Royaume-Uni. Les pertes sont estimées à environ 260 000 décès directs et indirects. Il est inutile de préciser que les réactions de la communauté internationale ont été inversement proportionnelles au nombre de victimes. Le Yémen fait l'objet de rapports alarmants de l'ONU et d'un cessez-le-feu de courte durée, relégués quelque part dans les pages intérieures des quotidiens, tandis que le Tigré et les régions environnantes sont plongés dans les ténèbres.

Si l'invasion russe occupe une place plus importante dans la conscience occidentale, l'une des raisons en est l'ampleur de la couverture médiatique. Au cours du premier mois de la guerre en Ukraine, les principaux réseaux américains ont consacré 562 minutes d'antenne au conflit, soit plus d'un tiers de leur couverture de l'actualité. En comparaison, elles ont consacré 306 minutes au premier mois de l'invasion étatsunienne en Afghanistan, 414 minutes à l'invasion américano-britannique en Irak et 345 minutes au départ des militaires étatsuniens de Kaboul en août 2021^[2]. La densité de la couverture médiatique s'est combinée à l'empathie du point de vue. Pour une fois, il ne s'agit pas d'une guerre de l'OTAN, mais, de façon métonymique, d'une guerre russe contre l'OTAN. Pour la première fois depuis les années 1990, les médias occidentaux se placent du côté des victimes, de ceux qui se défendent. Ils offrent une plateforme mondiale à Zelensky, leur chef de file, un emblème éloquent de la résistance ukrainienne. Peu d'Occidentaux peuvent évoquer l'image, gravée dans la mémoire locale, d'un mariage afghan réduit à néant par les bombes

américaines, ou imaginer les horribles représailles des troupes anglo-américaines lors du siège et de l'asservissement de Falloujah. Les corps dans les rues de Boutcha restent gravés sur l'écran.

Un seul récit, implicite dans les bulletins d'information et explicite dans les commentaires éditoriaux, guide la couverture médiatique. Il s'agit d'une attaque russe non provoquée dans laquelle, contrairement aux déclarations de Poutine, l'élargissement de l'OTAN vers l'est n'a joué aucun rôle. Pour le *New York Times*, il s'agit d'une « invasion non provoquée », pour le *Financial Times*, d'un cas d'« agression pure et non provoquée », pour le *Guardian*, d'« une attaque non provoquée ». « Le président russe a lancé une attaque non provoquée contre son voisin », selon *The Economist*, qui ajoute qu'« il en est venu à croire que l'OTAN menace la Russie et son peuple » car « il est obsédé par [la présence de] l'alliance défensive sur son flanc occidental »[3].

Soutenir l'argument selon lequel l'expansionnisme de l'OTAN n'a joué aucun rôle dans la crise a nécessité quelques contorsions casuistiques de la part de la presse à grand tirage. « Les analystes et les historiens débattront longtemps pour savoir si les griefs de Vladimir Poutine étaient fondés, si les États-Unis et leurs alliés ont été trop cavaliers dans leur entreprise d'expansion de l'OTAN, si la Russie avait raison de croire que sa sécurité était compromise. On s'interrogera également sur la question de savoir si Joe Biden et d'autres dirigeants occidentaux auraient pu faire davantage pour apaiser M. Poutine », admet le *New York Times*. « La sagesse de l'élargissement de l'OTAN à l'est après la guerre froide sera débattue dans les années à venir », reconnaît le *Financial Times*, tout en insistant sur le fait que, contrairement aux affirmations du Kremlin, l'Occident n'a jamais garanti que cela ne se produirait pas ; que l'élargissement répondait de toute façon aux demandes des pays de l'ex-Pacte de Varsovie ; et qu'en tout état de cause, bien que l'OTAN ait annoncé l'adhésion prochaine de l'Ukraine en 2008, celle-ci n'était pas sur la voie de l'adhésion, même si les puissances occidentales avaient encouragé le pays « à s'intégrer plus étroitement à leurs institutions »[4].

Ici, une deuxième ligne d'argumentation se mêle à la première. Sur la base du principe sacré de l'autodétermination nationale souveraine, l'Ukraine a tout à fait le droit de choisir de rejoindre l'OTAN, prenant ainsi sa place au sein d'une alliance défensive de démocraties libérales. Le fait que Poutine ne soit pas d'accord ne fait que démontrer sa haine autocratique de la démocratie. Les avis divergent sur la politique de Joe Biden, qui consiste à rester en dehors de la guerre, tout en armant l'Ukraine et en pressant l'Europe de se joindre aux sanctions punitives contre la Russie. Si aucun n'est allé aussi loin que le *New York Times*, qui a acclamé Biden comme « le visage résolu de la première démocratie et de la nation la plus puissante du monde », gérant la crise « avec fermeté, patience, résolution et dignité », aucun grand média occidental ne demande un cessez-le-feu immédiat et un règlement négocié[5]. La seule question est de savoir jusqu'où aller dans l'escalade.

Ce numéro double de la *New Left Review* offre une série de perspectives critiques sur la dynamique de la guerre et ses résultats possibles[6]. Après avoir décrit les effets catastrophiques de l'invasion russe, le sociologue Volodymyr Ishchenko fournit un compte rendu détaillé des forces qui se sont manifestées lors du soulèvement ukrainien de 2014 : une alliance de libéraux occidentalisés et de nationalistes russophobes, d'oligarques politiques et de forces de sécurité reconstituées, qui a contribué à faire dérailler les accords de Minsk et à inscrire l'adhésion à l'OTAN dans la constitution ukrainienne. Tony Wood déploie une analyse tripartite fine des forces en jeu : l'affirmation par la Russie de sa sphère d'influence, l'expansion de l'OTAN et de l'UE en Europe de l'Est, et l'évolution politique de l'Ukraine, tiraillée entre les deux. Cette contribution s'attaque aux affirmations

du récit dominant : les États-Unis n'ont joué aucun rôle dans la provocation de la guerre ; l'OTAN est une alliance purement défensive ; et l'adhésion à cette alliance est une question d'autodétermination nationale ukrainienne.

Armés pour la victoire

L'entrée en guerre de Poutine, désastreuse pour la Russie comme pour l'Ukraine, est injustifiable. Mais elle n'a pas été non-provoquée. L'élargissement de l'OTAN a été une opération agressive et Moscou a toujours été dans sa ligne de mire. En appelant à un règlement stable des frontières militaires, le Kremlin a de bons arguments. Depuis sa fondation en 1949, l'OTAN a toujours été une entreprise offensive, et non défensive, dont l'objectif ultime aux yeux des Américains était la restauration d'un capitalisme normal dans le bloc soviétique.

Après la Seconde Guerre mondiale, si deux colosses se sont affrontés, comme l'a dit Isaac Deutscher, les États-Unis sont sortis renforcés du conflit mondial, « en pleine vigueur », tandis que l'Union soviétique était quasiment prostrée, exsangue, avec plus de 20 millions de morts. Son armée a été rapidement démobilisée, passant de 11 millions de soldats à moins de 3 millions, et a eu du mal à se remobiliser en 1949. Les premiers mouvements de réarmement sont venus de l'Ouest – tout comme la purge des ministres communistes des gouvernements d'après-guerre en Italie et en France. Staline a suivi le mouvement en éjectant les anticommunistes des gouvernements de coalition en Europe de l'Est et en instituant le régime de parti unique^[7]. Mais l'OTAN a toujours été un projet politique et hégémonique, ainsi qu'une alliance militaire. Alors que l'Allemagne de l'Ouest, principal trophée américain de la guerre, était sans défense et désarmée, la Grande-Bretagne et la France, confrontées à la perte de leurs empires, concluaient leurs propres alliances de sécurité dans les traités de Dunkerque et de Bruxelles. C'est dans ce contexte que Washington a décidé de transformer les signataires du Traité de l'Atlantique Nord en une « Organisation », une structure militaire multinationale qui armerait l'Europe occidentale contre le communisme et, du même coup, la placerait sous le commandement de l'état-major étatsunien. Les armées des États membres n'ajoutaient pas grand-chose à la puissance de feu américaine, mais leurs territoires offraient des postes avancés pour l'installation des avions et des missiles américains, à 4 000 miles à l'est, et les systèmes de commandement et de contrôle de l'OTAN pouvaient pénétrer profondément au sein de leurs structures militaires. Les gauches européennes se sont opposées à cette remilitarisation dès le début. La Suède social-démocrate a hésité à s'y joindre. La gauche espagnole s'est battue avec acharnement pour obtenir un vote négatif lors du référendum sur l'OTAN organisé après la mort de Franco. Au début des années 1980, un mouvement paneuropéen s'est mobilisé contre l'installation des missiles Cruise et Pershing décidée par Reagan, dans le dernier sursaut de la course aux armements de la guerre froide qui a accéléré la disparition de l'Union soviétique.

Si, comme on le prétend, l'OTAN a gagné la guerre froide sans tirer un seul coup de feu, cela renvoie à la pléthore d'instruments militaires, politiques et économiques dont disposaient – et disposent toujours – les États-Unis, plutôt qu'à la nature pacifique de l'Alliance. Du côté étatsunien, la guerre froide s'est traduite par un soutien soutenu aux capitaux ouest-européens, à des opérations secrètes, à des offensives idéologiques et à une course féroce aux armements, ainsi que par des guerres par procuration et des guerres ouvertes dans le Tiers-monde, par un soutien politique et militaire aux dictateurs pour

écraser les forces de gauche locales et par le coup diplomatique de la politique chinoise de Nixon[8]. Bien que l'OTAN ait été préparée à une guerre chaude en Europe, elle n'a jamais eu à s'en servir.

Après la guerre froide, la volonté politique et hégémonique de l'OTAN est passée au premier plan ; son ciblage de Moscou était plus résiduel. En principe, la libéralisation de la Russie aurait dû lui permettre de s'intégrer dans la « maison européenne commune ». Mais la Russie n'est pas un État-nation comme un autre[9]. Pays le plus étendu du monde, avec une population de près de deux fois supérieure à celle de l'Allemagne, elle éclipse les autres membres de l'UE, tandis que sa capacité nucléaire dépasse celle de la France et de la Grande-Bretagne. En outre, la perspective d'une Europe unie et souveraine risquait de marginaliser Washington. Avec l'effondrement du communisme, la menace de l'Est qui avait justifié le commandement américain sur le continent disparaît. Il devenait alors possible que l'Europe occidentale établisse des relations indépendantes avec sa moitié orientale, et qu'une Allemagne nouvellement puissante réorganise la région selon ses propres desseins, comme Kohl va immédiatement commencer à le faire en Yougoslavie.

L'autodétermination souveraine ?

C'est en partie pour maintenir son hégémonie stratégique sur Berlin que Washington a conçu l'expansion de l'OTAN à partir de 1990, d'abord en RDA, puis dans les États du groupe de Visegrad, les Balkans et les pays baltes. Pour les États-Unis, commander l'Europe implique toujours de la diviser contre la Russie, et ils trouvent dans les pays auparavant soumis au Pacte de Varsovie des recrues enthousiastes. Bruxelles admit également ces pays dans l'UE, mais ce processus n'est pas seulement plus lent et plus coûteux ; point décisif, il n'incluait pas les États-Unis. L'OTAN est, par contre, un moyen d'étendre la puissance étatsunienne en Europe, en créant un corridor de puissances atlantistes entre l'Allemagne et la Russie. L'élargissement de l'OTAN était facile et peu coûteux, puisque les pays de l'ex-Comecon demandaient à être admis et que Clinton et Bush pouvaient faire fi de l'engagement pris au titre de l'article 5 de les défendre, étant donné l'écrasement post-soviétique de la Russie.

C'est ainsi qu'est né le mythe de l'OTAN en tant que club politique pour les démocraties, auquel un pays comme l'Ukraine pourrait librement choisir d'adhérer sur la base du principe d'autodétermination. Mais, à plusieurs égards, c'est un vœu pieux. Premièrement, il s'est avéré que, pour l'OTAN, la démocratie est quelque chose dont on peut se passer, la logique directrice reste celle de l'instrument militaire d'un hégémon. Les piliers de longue date de l'OTAN dans le sud-est européen, la Grèce et la Turquie, sont restés en place sous des dictatures militaires féroces – et dans le cas d'Ankara, malgré le fait que la volonté démocratique à Chypre est bafouée. Deuxièmement, adhérer à l'OTAN revient précisément à soumettre l'autodétermination souveraine à un commandement militaire extérieur – c'est la raison pour laquelle de Gaulle a retiré la France du commandement intégré de l'OTAN. Il se peut que des petits pays, se sachant des proies, aient des raisons d'abandonner leur souveraineté à une plus grande puissance en échange de leur protection ; les faibles font ce qu'ils doivent faire. Mais ceux qui le proposent pour l'Ukraine devraient être francs sur ce que cela implique : non pas l'exercice d'une autodétermination souveraine, mais son abrogation, et la volonté de voir le territoire ukrainien devenir une ligne de front militarisée contre son voisin géant. Troisièmement, l'ère de l'élargissement sans frais de l'OTAN est terminée. Quelle que soit l'issue de la guerre de 2022 pour l'Ukraine, son prix sera

indéniable.

L'OTAN n'a jamais été un projet purement politique. Alors même qu'elle s'étendait dans le nouveau monde unipolaire, elle a été reconvertie en bras armé du shérif mondial, menant des guerres chaudes en Yougoslavie, en Afghanistan et en Libye, avec des munitions, une logistique et des structures de commandement améliorées. Il ne faut pas se méprendre sur la signification de la vaste empreinte immobilière de l'OTAN – sa façade « ouverte », le palais de verre qui s'étend à la périphérie de Bruxelles, son QG militaire « efficient » à Norfolk, en Virginie, et sa quarantaine de bases principales – ni sur les politiciens européens de troisième ordre (Jens Stoltenberg, etc.) qui servent de figures de proue civiles à sa bureaucratie florissante, ni sur le faste du Commandement intégré des forces alliées en Europe. L'OTAN reste un instrument américain parmi d'autres, et ce n'est pas le plus rapide ou le plus flexible. Elle sert de couverture multilatérale à certaines opérations étatsuniennes, mais elle s'est également révélée inutile dans d'autres, comme l'invasion de l'Irak.

Pourtant, la Russie post-soviétique est restée une cible constante de l'OTAN. Or, la stratégie du Kremlin consistait à offrir à Washington une assistance importante, voire constante – assistance logistique pour l'occupation de l'Afghanistan, pression sur l'Iran pour qu'il renonce aux armes nucléaires, collaboration avec Israël pour écarter les islamistes syriens du pouvoir – et à attendre en retour à ce que la Russie soit respectée en tant que grande puissance, avec sa propre version du type de sensibilité régionale dont les États-Unis ont toujours fait preuve dans les Caraïbes. Mais comme les commentateurs atlantistes se sont empressés de le faire remarquer, il ne s'agissait pas seulement d'une surestimation présomptueuse de leur position dans le monde, mais d'une conception dépassée de l'ordre interétatique. Le principe évident qui guide la « communauté internationale » dont il est question depuis 1991 est le leadership d'une seule superpuissance, et non celui d'un ensemble d'égaux. Prétendre avoir son mot à dire pour déterminer où l'avancée de l'OTAN doit s'arrêter revient à essayer de donner des ordres à Washington. D'où les réactions méprisantes à l'égard de Poutine à Munich en 2007 et à Bucarest en 2008 – quand Poutine, naïvement, proposait une aide logistique pour ce qui allait devenir la *surge* (montée en puissance) d'Obama en Afghanistan – lors des sommets de l'Alliance pendant lesquels il a été acté que l'Ukraine et la Géorgie devaient entrer dans l'OTAN.

La réponse du Kremlin à ces humiliations est devenue un composé de plus en plus instable d'une souveraineté défensive rationaliste, face aux puissances fortes, et d'un expansionnisme tyrannique, menaçant pour les plus faibles – expression de ce que Lénine dénonçait comme « le chauvinisme grand-russe »^[10]. Ce dernier s'est manifesté par l'asservissement de la Tchétchénie par Poutine lors de son accession à la présidence en 2000. En 2008, une démonstration massive de puissance militaire pour défendre les micro-États situés aux frontières de la Géorgie contre les incursions de Saakachvili a laissé Tbilissi sur le carreau.

Cette combinaison volatile de postures défensives et agressives traverse les écrits politiques de Poutine, qui contiennent un étrange mélange de tentatives standard de conclure un accord de partenariat avec les États-Unis et d'intimidation néo-tsariste des petits États. La brutalité – en Tchétchénie, ses généraux ont déployé des *kontrakniki*, i.e. des soldats recrutés dans les prisons russes – témoigne du milieu pétersbourgeois dans lequel Poutine a évolué, tandis que le motif expansionniste a toujours été une caractéristique constitutive de l'État russe. Mais les Frankenstein qui ont participé au référendum frauduleux de 1993 qui a mis en place une constitution hyper-présidentialiste au cœur de la Russie post-soviétique, et qui ont supervisé la thérapie de choc et les

privatisations désastreuses qui l'ont accompagnée, viennent du Département d'État de Clinton, du secrétariat au Trésor sous Robert Rubin (1995-1998) et de Harvard Square.

Les rues de Kiev

Le catalyseur de la crise actuelle a été le soulèvement de Maidan en Ukraine en 2014. Le renversement de Ianoukovitch, après que des tirs de snipers contre des manifestants pacifiques aient galvanisé un soulèvement contre lui^[11], a vu les fonctionnaires du département d'État américain à Kiev choisir activement les membres du nouveau gouvernement. La réaction de Poutine a été d'annexer la Crimée. Ce n'était pas une répétition de ce qui s'était passé en Tchétchénie. Sans effusion de sang et bénéficiant probablement du soutien de la majorité de la population, cette opération se distingue visiblement des annexions impitoyables du Timor oriental, de Chypre du Nord, du Sahara occidental et de Jérusalem-Est, devant lesquelles la « communauté internationale » a choisi de fermer les yeux. Mais pour Obama, la perte de la Crimée a porté un coup direct à l'autorité du régime installé à Kiev et donc à la volonté de l'Occident. Des sanctions ont été imposées aux associés de Poutine et aux entreprises russes, coûtant au pays quelque 170 milliards de dollars à la mi-2016, auxquels s'ajoutent 400 milliards de dollars perdus du fait de la chute brutale des prix du pétrole et du gaz après 2014, parfois considérée comme ayant été orchestrée par Washington par l'intermédiaire de Riyad.

Le fait que Moscou ait secrètement fomenté et armé des « républiques » sécessionnistes dans le Donbass, à la suite de sa prise de contrôle de la Crimée, était dès le départ une autre affaire, qui a conduit à une guerre civile sanglante en Ukraine. Sur le plan militaire, il était prévu qu'elle soit rapidement réglée par un programme concerté de formation et d'armement militaire étatsunien. En 2016, Obama a redoublé l'aide militaire des États-Unis et a nommé John Abizaid, le général commandant en Irak pendant les premières années de l'occupation, comme conseiller principal du ministre ukrainien de la Défense dans le cadre d'un partenariat prévu pour cinq ans. L'officier assistant d'Abizaid, un vétéran des opérations des forces spéciales au Kosovo, en Afghanistan et en Irak, a décrit la transformation étatsunienne d'une armée ukrainienne « décrépite » en une armée occidentale professionnalisée, dotée de systèmes de commandement et de contrôle, de planification des opérations, d'infrastructures informatiques et logistiques organisés par les États-Unis, ainsi que d'une importante capacité anti-aérienne. Comme Stephen Kotkin s'en est réjoui dans *le Times Literary Supplement*, l'Ukraine n'est peut-être pas dans l'OTAN, mais l'OTAN était en Ukraine^[12].

Depuis 2013, chaque mouvement de la Russie sur le front ukrainien a été retourné en son contraire par la combinaison du bloc dirigeant radicalisé de Kiev – l'amalgame de libéraux occidentalisans et de nationalistes radicaux, tous deux dirigeant le pays dans la même direction – et le flot croissant d'argent, d'armes et d'entraînement militaire étatsunien. Les accords de paix de Minsk de 2015, qui représentaient une avancée pour la Russie dans le Donbass mais aussi une sortie possible de la militarisation, ont été sapés par le *surge* d'Obama [en Afghanistan]. Ni Obama ni Trump n'avaient manifesté d'intérêt pour ces accords ; faute de volonté venant de Washington, la France et l'Allemagne n'ont pas réussi à les faire avancer. La mobilisation de grande ampleur de Poutine aux frontières de l'Ukraine à partir de novembre 2021 a été ignorée par Biden, qui aurait sans doute pu empêcher une invasion s'il avait été disposé à négocier un accord sérieux sur les frontières militaires. Selon les derniers comptes rendus des services de renseignement étatsuniens,

Poutine n'a pris la décision finale de l'invasion que début février – se décidant en faveur d'une « petite guerre victorieuse », pour reprendre les mots du ministre du tsar Nicolas II à propos de la débâcle russo-japonaise de 1904, six semaines après que Blinken ait jeté à la poubelle ses propositions de négociation[13].

Le résultat a été une fuite explosive vers un aventurisme vengeur, proclamant des objectifs de guerre qui sonnent comme une satire sinistre des justifications de Washington au Kosovo et de Bush-Blair en Irak : arrêter le génocide, démilitariser et sauver la population du despotisme par un changement de régime. L'invasion catastrophiquement mal calculée du Kremlin a généralisé la logique du retournement d'une chose en son contraire. Moscou a réussi à unir l'Ukraine sur une base nationaliste pro-occidentale et à renforcer l'emprise de Washington sur Berlin. Fukuyama voit une nouvelle lumière sur l'horizon libéral de l'histoire mondiale, alors qu'un changement de régime en Russie semble en vue.

La guerre par procuration de l'Amérique

En Ukraine, a candidement expliqué l'ancien directeur de la CIA sous Obama, les États-Unis mènent une guerre par procuration avec la Russie[14]. Dans un tel conflit, les objectifs de guerre de la grande puissance et ceux de son mandataire peuvent ne pas coïncider. Pour les dirigeants ukrainiens, l'objectif est d'étendre la guerre afin d'y mettre fin plus rapidement – avec l'imposition par les États-Unis ou l'OTAN d'une zone d'exclusion aérienne, en éliminant les avions à réaction et les défenses aériennes russes pour soulager la pression sur les combattants et les citoyens ukrainiens. Les armes de l'OTAN et le courage populaire ont déjà modifié le cours de la guerre en faveur de Kiev, au prix d'une dévastation de grande ampleur et d'un nombre croissant de victimes ukrainiennes.

Pour l'administration Biden, en revanche, la logique stratégique pourrait consister à maintenir les Russes cloués au sol aussi longtemps que possible, ou au moins jusqu'à ce que Poutine soit chassé du Kremlin. Poutine s'est fourvoyé dans un piège à fauves et, pour l'instant, les États-Unis ont intérêt à l'y maintenir. Les courageux Ukrainiens font de parfaites forces combattantes par procuration, et chaque atrocité commise par les Russes élargit les arguments en faveur d'un changement de régime à Moscou. Alors que Zelensky a suggéré que sauver des vies est plus important que le territoire – « en fin de compte, ce n'est qu'un territoire » – les partisans atlantistes de la guerre comme Lawrence Freedman parlent de la nécessité de reprendre le Donbass, voire la Crimée[15]. En Europe, le prix d'une guerre plus longue a été abaissé pour l'instant, grâce à l'accord de Biden avec Scholz pour que le pétrole et le gaz russes continuent d'alimenter les foyers et les usines allemands. Aux États-Unis, la hausse des prix du blé profitera au Midwest, région politiquement sensible. Les cyber-opérations russes ne se sont pas concrétisées jusqu'à présent.

Les objectifs de guerre de Poutine démontrent le même mélange de rationnel et de délire qui l'a poussé à aller de l'avant. S'il avait voulu simplement renforcer la nécessité de négociations sérieuses sur une frontière avancée pour les armes américaines, une attaque éclair de type israélien sur l'infrastructure militaire que les puissances de l'OTAN ont construite en Ukraine aurait suffi à faire passer le message, en évitant les pertes civiles. Au lieu de cela, sa démarche initiale – fondée sur un changement de régime foudroyant, soutenu par une démonstration de choc et de terreur menée par l'infanterie – était fatalement basée sur les fantasmes du FSB à propos d'une Ukraine inexistante. La Russie

semble maintenant essayer de se regrouper et de se retrancher, en assiégeant, une par une, les villes sinistrées du Donbass tenues par les Ukrainiens. Ce faisant, elle continue à faire le jeu de Washington.

Les écrits critiques les plus réfléchis sur la guerre – ceux d'[Anatol Lieven](#) et de [Keith Gessen](#), par exemple, ainsi que certains des puissants témoignages directs publiés par Gessen et ses collègues dans [la revue en ligne n+1](#) – sont aussi les plus sensibles à la tragédie que cet assaut de chauvinisme grand-russe inflige à l'étendue et à la richesse de la culture russe elle-même. Bombarder Kharkov ou, si l'on en arrive là, Odessa au nom du rassemblement des terres russes, c'est se moquer de façon nihiliste des batailles livrées dans ces mêmes lieux pendant la Seconde Guerre mondiale ; et c'est d'autant plus terrible que les missiles sont dirigés contre une nation proche. Lieven est allé plus loin que certains de ses collègues de l'Institut Quincy en appelant à un cessez-le-feu et à un règlement négocié, dans le cadre duquel les sanctions seraient levées et un statut de neutralité serait accordé à l'Ukraine. Rien n'indique que Biden soit prêt à cela.

*

Traduit par Stathis Kouvélakis avec l'autorisation de la *New Left Review*.

Illustration: manifestation contre la guerre, Genève, 5 mars 2022

Notes

[1] Le texte a été publié à la mi-avril 2022 (NdT).

[2] Jim Lobe, « Networks Covered the War in Ukraine More Than the us Invasion of Iraq », *Responsible Statecraft*, 8 avril 2022.

[3] « No Justification for a Brazen Invasion », Edito du *New York Times*, 23 février 2022; « Putin Opens a Dark New Chapter in Europe », Edito du *Financial Times*, 24 février 2022; « The Guardian View on Putin's War in Ukraine: A Bleak New Beginning », *Guardian*, 24 février 2022; « History Will Judge Putin Harshly for His War », *The Economist*, 26 février 2022.

[4] *New York Times*, « No Justification for a Brazen Invasion », art. cit.; *Financial Times*, art. cit., « Putin Opens a Dark New Chapter », art. cit.

[5] « No Justification for a Brazen Invasion », art. cit.

[6] Volodymyr Ishchenko, « Interview: Towards the Abyss », *New Left Review*, n° 133-134, Janvier-Avril 2022; Tony Wood, 'Matrix of War', *New Left Review*, n° 133-134, Janvier-Avril 2022.

[7] Isaac Deutscher, 'Myths of the Cold War', in David Horowitz (dir.), *Containment and Revolution: Western Policy towards Social Revolution, 1917 to Vietnam*, Londres, Anthony Blond Ltd, 1967, p. 13-25. La confrontation armée avec le communisme avait déjà commencé en Grèce – Churchill et Truman massacrent les partisans antifascistes de l'EAM-ELAS dès la fin de 1944 – et la campagne politique visant à écarter les ministres communistes des gouvernements d'après-guerre en Italie et en France s'est achevée en

1947. Ce n'est qu'après cela que Staline évince les forces anticommunistes des gouvernements de coalition en Europe de l'Est – un geste souvent présenté comme l'action agressive à laquelle l'OTAN a répondu de manière défensive – et institue des régimes policiers à parti unique, exécutant les socialistes indépendants dans des procès-spectacles tels que celui de Slansky et mettant fin aux espoirs des bolcheviks de voir les sociétés socialistes d'Europe atteindre un niveau de développement plus élevé que celui de la Russie arriérée.

[8] La doctrine nucléaire de l'OTAN connue sous le nom de « représailles massives » prévoyait en fait des frappes massives anticipées et préventives. Cf. Richard Betts, *American Force*, New York, Columbia University Press, 2012, p. 43.

[9] Perry Anderson, « Incommensurate Russia », *New Left Review*, n° 94, juillet-août 2015, p. 42.

[10] L'exposé de Lénine sur le sentiment national imprégné de conscience de classe reste le meilleur antidote aux chauvinismes, grands et petits. « Le sentiment de la fierté nationale nous est-il étranger, à nous, prolétaires grands-russes conscients ? Evidemment non. Nous aimons notre langue et notre patrie ; ce à quoi nous travaillons le plus, c'est à élever ses masses laborieuses (c'est-à-dire les neuf dixièmes de sa population) à la vie consciente de démocrates et de socialistes. Le plus pénible pour nous, c'est de voir et sentir quelles violences, quelle oppression et quelles vexations les bourreaux tsaristes, les nobles et les capitalistes font subir à notre belle patrie.

(...) Nous sommes tout pénétrés d'un sentiment de fierté nationale, et c'est pourquoi nous haïssons tant notre passé d'esclaves (quand les propriétaires fonciers nobles menaient à la guerre les moujiks pour étouffer la liberté de la Hongrie, de la Pologne, de la Perse, de la Chine), et notre présent d'esclaves, quand ces mêmes propriétaires, secondés par les capitalistes, nous mènent à la guerre pour étrangler la Pologne et l'Ukraine, écraser le mouvement démocratique en Perse et en Chine, renforcer la clique des Romanov, des Bobrinski, des Pourichkévitich qui déshonorent notre dignité nationale de Grands-Russes. Nul n'est coupable d'être né esclave ; cependant l'esclave qui loin d'aspirer à conquérir sa liberté, justifie et cherche à rehausser son esclavage (par exemple, en appelant l'étranglement de la Pologne, de l'Ukraine, etc., 'défense de la patrie' des Grands-Russes), cet esclave est un plat valet et un goujat, qui provoque un sentiment légitime d'indignation, de mépris et de dégoût », Lénine, « De la fierté nationale des Grands-Russes », 12 décembre 1914, *Œuvres*, t. 21, p. 102-103.

[11] L'opinion généralement partagée est que les forces de sécurité de Ianoukovitch ont ouvert le feu sur les manifestants, même si les rassemblements commençaient à se calmer. Pourtant, ce qui semble être à ce jour le seul examen approfondi, non réfuté à ce jour, des témoignages, des séquences vidéo, des examens médico-légaux et des preuves balistiques indique que les tirs de sniper du 20 février 2014 provenaient de bâtiments tenus par l'extrême-droite. Cf. Ivan Katchanovski, « The Maidan Massacre in Ukraine : Revelations from Trials and Investigation », communication à l'International Council for Central and East European Studies, Concordia University, Montréal, Août 2021; et « The Hidden Origin of the Escalating Ukraine-Russia Conflict », *Canadian Dimension*, 22 janvier 2022.

[12] Cf. Stephen Kotkin, « Freedom at Stake : How Did Russia and the West Fall Out? », *Times Literary Supplement*, 11 mars 2022. Voir également l'entretien avec le Colonel Liam Collins, Radio Free Europe/ Radio Liberty, 23 mars 2022; « Who Are you, General John Abizaid? », *Ukrinform*, 14 septembre 2016.

[13] James Risen, 'us Intelligence Says Putin Made a Last-Minute Decision to Invade Ukraine', *The Intercept*, 11 mars 2022.

[14] Leon Panetta on Bloomberg tv: 'It's a proxy war with Russia, whether we say so or not', 17 mars 2022. Cf. également Jeremy Scahill, 'The us Has Its Own Agenda Against Russia', *The Intercept*, 1 April 2022.

[15] Entretien avec Zelensky, *The Economist*, 28 mars 2022 ; Lawrence Freedman : « La paix en Ukraine sera introuvable tant qu'une partie n'opère pas de percée », *Financial Times*, 1^{er} avril 2022.